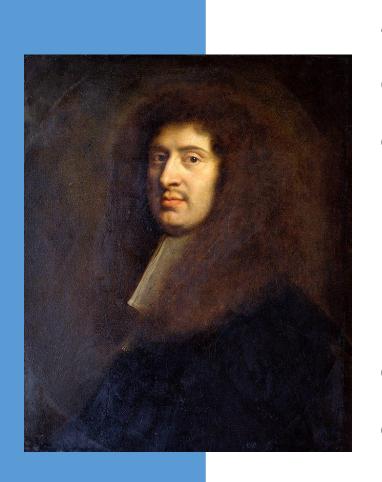


Le musée de la préfecture de police de Paris



Le musée de la préfecture de police est né de la volonté du préfet Lépine en 1909 afin de retracer l'histoire de la police à Paris et surtout dans le but de rapprocher la police et la population parisienne.

A l'époque moderne, la ville de Paris était bien différente d'aujourd'hui, sombre et fréquentée par des bandits, des estropiés et des voleurs des cours des miracles. Un prévôt de Paris, choisi par le roi et aidé par les chevaliers du guet, dirigeait des patrouilles de militaires assurant la sécurité. Mais comme ce n'était pas suffisant, il existait aussi des milices privées et une police de l'évêque. Mais la ville restait un espace dangereux, surtout de nuit : en 1666, l'assassinat du lieutenant criminel Jacques Tardieu sur l'île de la cité marque un tournant. Il faut améliorer la sécurité des parisiens. En 1667, Nicolas de la Reynie est fait lieutenant général de police



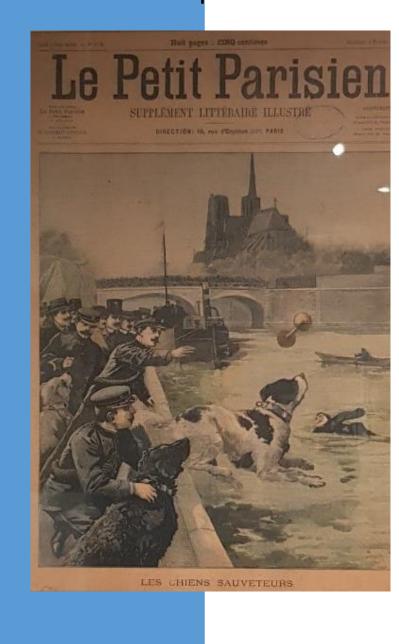
avec un mot d'ordre « clarté, netteté et sûreté ». Il organise le démantèlement des cours des miracles, instaure l'éclairage des rues et améliore l'assainissement des rues. Son successeur, René Hérault, met en place des plaques avec les noms des rues. A la fin du XVIIIe, les catacombes sont ouvertes pour pallier le manque de place dans les cimetières et tenir à distance les potentielles épidémies. En 1789, c'est le maire Bailly qui devient le nouveau chef de la police. Mais comme la convention nationale a sa propre police, la charge de maire est supprimée dans la capitale pour éviter les tensions.

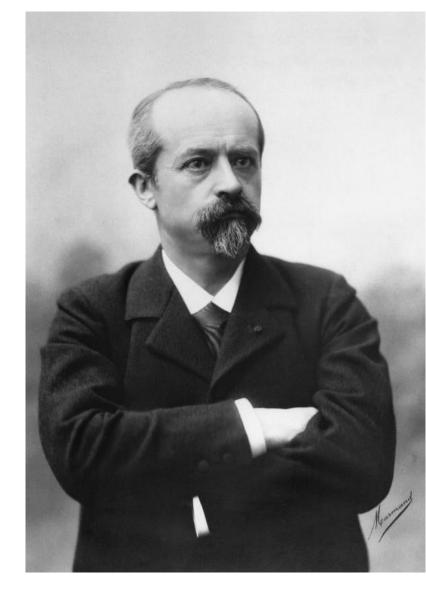


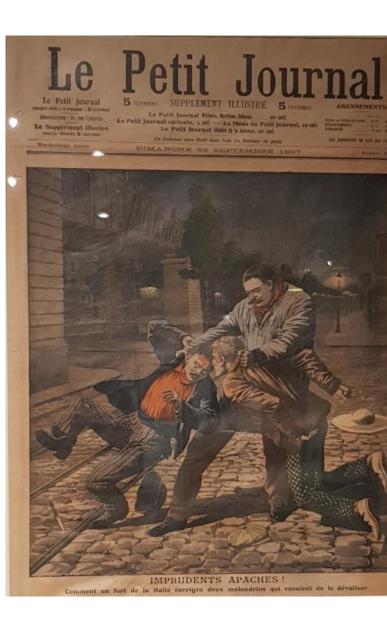
La préfecture de police de Paris a été fondée par Napoléon Bonaparte le 1er juillet 1800. Le premier préfet de police de l'histoire de Paris, M. Dubois, doit faire face à plusieurs événements dramatiques, comme par exemple l'explosion, le 24 décembre 1800, d'une bombe posée par des monarchistes qui entraina la

mort de cent passants rue Saint-Nicaise, à quelques encablures du carrosse du Premier Consul qui se rendait à l'opéra! Ou encore le terrible incendie à l'ambassade d'Autriche lors des fêtes de mariage entre Napoléon et Marie-Louise en 1810, à l'origine de la création des sapeurs-pompiers de Paris, une mission confiée à des militaires mais restant sous l'autorité de la préfecture de police de Paris. La police cherche à être de plus en plus efficace. Vidocq en tant qu'ancien hors la loi, connaît bien le monde du crime et devient le nouveau chef de la sûreté. Celui qui inspira Vautrin à Balzac est par ailleurs l'instigateur du premier bureau de détective en France.

En 1871, après la Commune de Paris, la préfecture de police, qui se trouvait sur l'île de la Cité, fut incendiée. Pour reloger temporairement les services de police, les autorités choisirent un lieu insolite : l'ancienne caserne de la garde républicaine située dans la rue de la Cité, sur l'emplacement d'un ancien marché aux volailles (d'où le surnom de poulets !). A la fin du XIXe siècle, la police innove et s'organise, dans un climat de nouvelle criminalité, avec notamment les Apaches, des groupes de jeunes attaquant les personnes à l'arme blanche et terrorisant Paris. Le préfet de police du moment, le Lyonnais Louis Lépine, prend des mesures fortes : il met au point la brigade cycliste (dont les agents étaient surnommés les Hirondelles, en référence à la marque des vélos), la brigade cynophile et la brigade fluviale. Afin d'améliorer la sécurité routière, Louis Lépine équipe les gardiens de la paix de bâtons lumineux et de sifflets à roulette pour les aider à fluidifier la circulation déjà anarchique à Paris... « Le préfet de la rue » instaure également des sens uniques et giratoires, ainsi que des passages piétons. Mieux, il impose un certificat de capacité pour la conduite des véhicules mécaniques, l'ancêtre du permis de conduire...







C'est aussi Louis Lépine qui pose la première pierre de la future police scientifique en instituant le service de l'identité judiciaire, dont la mission est de recueillir et analyser les preuves. Des éléments précieux pour les enquêteurs, comme ceux de la brigade du chef, qui deviendra plus tard la brigade criminelle, fort utile face à la bande à Bonnot sévissant à l'époque... Enfin, pour écouler les jouets et bibelots touchés par la concurrence allemande, vendus à la sauvette sur les trottoirs de la capitale, le préfet lance en 1901 une exposition annuelle pour permettre aux artisans de présenter leurs créations au public. Soumises à un jury d'experts, les meilleures d'entre elles sont récompensées : le concours Lépine était né...

Le musée retrace l'histoire de la police au XXe s., avec la mention des fameuses brigades du Tigre de Célestin Hennion, premières brigades automobiles qui font face à des bandits armés de pistolets et équipés de voitures. Le musée retrace aussi le rôle de la police sous l'occupation allemande et son implication lors de la rafle du Vel d'Hiv. Ces événements sont présentés à l'aide de nombreux documents d'archives, journaux, objets, portraits et témoignages.

« 22 v'là les flics » : les sergents de police avaient 11 boutons sur leurs uniformes et allaient dans les rues toujours deux par deux ... donc 22 boutons! La police arrive!



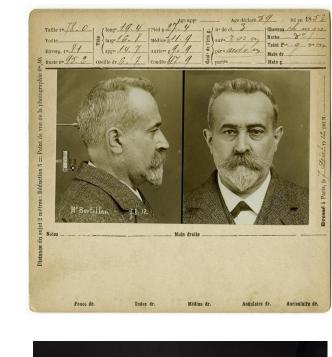
Mais le personnage clé du musée, c'est Alphonse Bertillon, descendant d'une famille de scientifiques (son grand-père a créé le mot démographie, son père fonde l'Ecole d'anthropologie en 1859 et son frère est directeur des statistiques de Paris). Reconnu comme un des fondateurs de la police scientifique, il développe des techniques et méthodes innovantes qui se diffusent très largement à travers le monde. En 1879, employé comme commis aux écritures à la préfecture de police, il doit rédiger les signalements des inculpés sur les fiches. Pour éviter les éventuelles erreurs, il met au point un système rigoureux, face à des techniques inopérantes : l'anthropométrie judiciaire ou bertillonnage.

Dans cette France de la IIIe République, il n'est plus possible pour contrer la récidive de marquer au fer rouge les criminels, puisque la loi du 31 août 1832 l'a aboli. L'identification en elle-même, par la méthode anthropométrique rationnelle, devient donc la condition élémentaire de la répression.

Bertillon fonde son système sur la mensuration de certaines parties du corps : tête, bras, jambes, partant de l'observation qu'il existe une fixité à peu près absolue de l'ossature humaine à partir de la 20e année, et que le squelette humain présente une diversité extrême de dimensions comparé d'un sujet à l'autre et une méthode de classement rationnel. Pour rendre indiscutable sa méthode, il y ajoute le portrait parlé (futur portrait-robot) qui fait retrouver le malfaiteur en fuite, le relevé des marques particulières (empreintes de la main droite) qui



donnent la certitude judiciaire et l'adjonction de la photographie judiciaire (« photographie signalétique » de face et profil). Il impose également que les scènes de crime soient photographiées. Cette méthode contestée, qui lui permet d'arrêter avec succès l'anarchiste Ravachol en 1892, est consacrée en 1893 avec la création du Service d'identité judiciaire.







Mais peu à peu, l'anthropométrie est supplantée par la dactyloscopie (empreintes digitales) introduite par l'eugéniste Francis Galton, qui s'avère, elle, infaillible. Surtout, Bertillon fit preuve d'un antisémitisme forcené lors de l'Affaire Dreyfus. Alors qu'il n'est pas graphologue, il indique avec certitude que Dreyfus est l'auteur du bordereau, alors même que d'autres experts, comme Gobert, celui de la Banque de France, avait trouvé des « dissimilitudes nombreuses et importantes ». Le 3e jour du premier procès Dreyfus, Bertillon développe pendant trois heures son système basé sur l'autoforgerie, avec force détails. Personne n'y comprend rien, Dreyfus aurait lui-même contrefait son écriture pour se disculper, mais comme il attribue le bordereau à Dreyfus, l'accusation est satisfaite... Appelé à témoigner aussi lors du procès de Zola, Bertillon se ridiculise par la confusion de sa déposition et doit se retirer sous les hourvaris du public.